

PROCES VERBAL

Réunion de bureau

Lundi 24 novembre 2025 à 18H

Salle de réunion Communauté de Communes du Val d'Amour

Présents

Etienne Rougeaux	p
Virginie Pate	P
Alain Bigueur	P
Paulette Giancatarino	P
Philippe Brochet	P
Sandra Hählen	Exc
Stéphane Ramaux	P
Jean Marie Truchot	p
Jean Baptiste Chevanne	P
Christian Vuillet	P
Jean Théry	P

Pour avis technique

Rémi Gauthier	P
Elen Ledet	P
Marie Bérénice Jeanneton	P
Julie Camelot	P

Virginie Pate est nommée secrétaire de séance.

1. Intervention de Florence Caravillot et Sylvette Guyetant - Association Relais Autisme

- Objectifs de l'intervention : expliquer le rôle de l'association et échanger avec les membres du bureau autour de la thématique de l'inclusion.
- L'association mutualise des compétences sur le sujet de l'autisme. Le champ d'intervention c'est un peu élargi depuis sa création.
- Les membres de l'association sont tous bénévoles.
- En 2006 on parlait d'autisme pour 1 personne sur 1 000 en France (autisme avec déficience). Aujourd'hui on parle d'une personne sur 60.
- Plus largement, les troubles du neurodéveloppement (TND) touchent une personne sur 6.
- Nécessité de sensibiliser les acteurs locaux pour apporter un soutien aux aidants.
- TND est génétique, avec une part héréditaire et une part environnementale.
- L'Etat a élaboré une Stratégie nationale 2023 2027 pour l'accompagnement des troubles du neurodéveloppement.
- Le trouble est validé à partir d'un bilan établi par un professionnel.

La dyade autistique :

- Déficit de communication et des interactions sociales.
- Caractère restreint et répétitif des comportements et des intérêts.
- Des particularités sensorielles à prendre en compte.
- Tout est question de régulation : on peut être dans le trop ou le pas assez.
- Souvent les personnes avec un trouble autistique doivent être accompagnées lorsqu'elles rencontrent une personne qu'elles ne connaissent pas la première fois.
- Il y a un manque de régulation :
 - Cognitive,
 - Emotionnelle,
 - Communicationnelle,
 - Sensorielle.
- Attention, il y a autant d'autismes que de personnes autistes.
- Les personnes ont une grande capacité à masquer et compenser, notamment les femmes.
- Il est important de sensibiliser et former dès la petite enfance.
- Le TND est accompagné de troubles associés : anxiété, dépression, comportement agressif, troubles du sommeil, ...

Etienne Rougeaux : Dans la diversité des situations, y a-t-il une graduation ? Avec une nécessité d'accompagnement médical ou pas ? Si chaque situation est particulière, c'est un peu antagoniste.

Florence Caravillot : On sait que plus de 50% des personnes sont non déficientes. Les personnes sont effectivement toutes différentes. Nous avons beaucoup de retard en France sur ce sujet.

Virginie Pate : Ce qui est important c'est de savoir si la personne accueillie n'est pas en souffrance.

Florence Caravillot : La CCVA est la seule CC du Jura à avoir engagé cette réflexion.

Etienne Rougeaux : Accueillir quelqu'un qui présente des troubles autistiques ce n'est pas seulement recruter. Ça remet en question totalement la manière dont le recrutement a été réalisé. On savait qu'on ne pourrait pas avoir les mêmes modes de fonctionnement que pour un recrutement classique. Projet plus valorisant.

Florence Caravillot : il faut cette dynamique inclusive solidaire et accepter de changer le regard des gens. C'est une grande richesse.

Etienne Rougeaux : Faire ce type de recrutement est un autre projet.

Florence Caravillot : c'est un vrai projet de territoire.

Etienne Rougeaux : Lors du Comité Local pour l'Emploi la semaine dernière, les services de l'Etat ont parlé d'inclusion. Ce qui est important c'est de le faire et pas seulement en parler.

Virginie Pate : Ce qui peut nous animer c'est de changer collectivement les choses.

Florence Caravillot : Il faut mobiliser les élus. C'est la première fois ce soir que l'association intervient auprès d'élus.

Alain Bigueur : Pourrait il y avoir une intervention en conseil communautaire ou en conférence des maires ?

- L'association a créé une caravane sensorielle pour se déplacer sur l'ensemble du département. Le projet a démarré en 2025.
- L'objectif est de proposer du répit avec les personnes qui accompagnent.
- L'association a besoin des élus ne serait-ce que pour s'installer sur les villages.
- Les 10 ans de l'association seront organisés le 4 juillet 2026 à la salle des fêtes de Mont sous Vaudrey.
- L'association a mis en place du job coaching :
 - Il s'agit d'un accompagnement dans l'emploi.
 - Le Job coaching est une passerelle entre l'employeur et la personne recrutée.
- Ce qui est compliqué pour la personne concernée c'est l'imprévu et le besoin de structuration.
- L'inclusion, c'est adapter l'environnement pour inclure toutes les personnes.
- Là où les élus peuvent aider, c'est d'être relai et d'aider à essaimer.

Etienne Rougeaux : il faut avancer sur la politique des petits pas sur ces sujets. Une intervention en CA de l'AMJ sera proposée.

2. Emplois verts

Nous arrivons en fin d'année et le président a été contacté par un administrateur d'AGATE, et le directeur a eu un rendez-vous avec les responsables d'AGATE.

L'association demande une augmentation de 20% des tarifs pour 2026, passant de 10 à 12€ de l'heure. On leur a indiqué en 2024 que l'on ne pouvait pas augmenter en permanence. D'autre part, nous ne pouvons pas de nouveau pallier les désengagements de l'Etat.

Alain Bigueur : Cela fait des années que l'on tente de travailler avec AGATE sur le fonds. Il n'y a pas que le sujet de l'Etat, il y a aussi une problématique de gestion.

Etienne Rougeaux : Nous avons eu les mêmes échanges sur France Services.

Paulette Giancattarino : Nous n'avons pas les moyens d'augmenter.

Virginie Pate : Le sujet ne concerne pas que le Val d'Amour et doit être partagé avec les autres collectivités. C'est un choix collectif au niveau départemental avec les autres collectivités concernées.

Stéphane Ramaux : Il y a 2 sujets. Ils travaillent sur la commune depuis plusieurs années. Si nous passons par une entreprise privée, le coût sera bien supérieur. A l'inverse, si l'on met plus, il faut en face un vrai plan d'action sur 2 ou 3 ans, avec un budget.

Etienne Rougeaux : Ils interviennent sur plusieurs EPCI. Il aurait été souhaitable que les collectivités concernées soient réunies pour traiter de ce sujet.

Alain Bigueur : Ce n'est pas le bureau qui peut décider.

Etienne Rougeaux : Nous avons essayé plusieurs réunions houleuses. On nous a reproché de faire de l'ingérence et aujourd'hui nous devrions abonder sans nous poser de questions.

Virginie Pate : L'activité d'insertion est importante.

Philippe Brochet : L'insertion aujourd'hui coûte chère.

Etienne Rougeaux : Les charges fixes sont plus élevées lorsque le nombre de personnels diminue.

Alain Bigueur : Le courrier reçu en mairies reporte la faute sur les autres et les acteurs de l'association ne se mettent pas en question.

Etienne Rougeaux : Il y aurait pu avoir une mutualisation des fonctions supports par exemple avec Tempo.

Virginie Pate : Toutes les structures d'insertion ne vont pas mettre la clé sous la porte.

Paulette Giancattarino : Il y a déjà eu de l'argent mis sur la structure.

Stéphane Ramaux : L'association a un réel intérêt quand on voit les personnes qui sont salariées des chantiers. Néanmoins la communauté de communes ne peut pas remettre de l'argent sans avoir une vision sur le fonctionnement.

Virginie Pate : Quid de l'entretien si on baisse en nombre d'heures ?

Rémi Gauthier : nous réduirons les interventions autour des bâtiments de la communauté de communes en passant par les communes. Sur ces chantiers ils interviennent en nombre alors qu'une ou deux personnes suffiraient.

Etienne Rougeaux : Soit c'est une offre d'insertion avec du matériel léger, soit on passe sur une offre technique avec du matériel.

Philippe Brochet : Le gouvernement va chercher à faire des économies, le social risque de coûter beaucoup plus cher.

Stéphane Ramaux : Le problème est que l'on manque de structure. Ce qui est surprenant c'est qu'ils ne reviennent pas voir les communes.

Etienne Rougeaux : Nous ne sommes pas là pour pallier les désengagements. Il y a 2 options :

- On maintient le montant affecté,
- On attend le plan de redressement.

Stéphane Ramaux : Dans la mesure des connaissances actuelles, il faut maintenir le montant.

Etienne Rougeaux : On ne peut pas chercher des solutions pour réduire nos dépenses d'un côté et les augmenter de l'autre.

3. Rapport conseil communautaire

Le bureau prend connaissance de la liste des rapports qui seront présentés en conseil le 17 décembre.

Il y aura un sujet sur le tarif des OM : le passage en C05 en 2025 constitue de fait une augmentation des coûts puisque le budget a été maintenu. Il serait compliqué d'augmenter les tarifs en 2025.

Jean Théry : une augmentation est prévue au niveau du SICTOM cette année du fait de la baisse des ressources du syndicat.

Etienne Rougeaux : Dans l'esprit des gens le service OM a été réduit.

Stéphane Ramaux : Le C05 permet d'être dans l'optimisation des tournées, mais l'argumentaire était la maîtrise des budgets, et dès l'année suivante il y a une augmentation prévue. Le timing n'est pas le bon.

Pour le conseil communautaire : il est proposé d'avoir une posture politique qui indique que l'on est contre l'augmentation. Le timing n'est vraiment pas le bon.

4. Pacte Fiscal et Financier

Le calendrier du pacte fiscal et financier 2026 a été fixé avec AGORA.

Le bilan du PFF précédent sera présenté aux nouveaux élus en avril. Une formation sera assurée en interne sur le sujet. L'objectif est de valider le pacte en novembre 2026.

5. Divers

Paulette Giancatarino : Au sujet de la maison des services, un habitant hors territoire peut-il s'y rendre ?

Etienne Rougeaux : Bien entendu. Il s'agit d'une maison de services ouverte à tous.

Paulette Giancatarino : Sur le sujet de la protection des données : êtes-vous partis avec ARNIA ?

Paulette Giancatarino : Affichage des lieux publics sans tabac : qui a appliqué l'affichage obligatoire depuis Juillet 2025 ?

La séance est levée à 20H00

Le Président

Etienne Rougeaux

A handwritten signature in black ink, appearing to be 'ER', with a long horizontal stroke extending to the right.

La Secrétaire

Virginie Pate

A handwritten signature in black ink, appearing to be 'VP', with a stylized, bold script.